L'ABEILLE.

PAR BULLITT, BULLEN & MAGNE.
No. 82, rue Chartres.

NOUVELLE ORLEANS:
VENDREDI MATIN, 1er FEVRIER 1839.

POUR PRESIDENT DES ETATS UNIS,

HENRY CLAY,

Soumis à la décision d'une Convention Nationale

ABOLITIONISME.

La séance du 31 janvier de la chambre des représentants au congrès a été remarquable par la position franche que l'a prise M. Adams. Nous devons mettre d'autant plus d'empressement à faire connaître au dehors cette manière si signalée. Il l'a été sur toutes les questions, du moment qui l'on commença à voter, relativement à la nomination du comité d'enquête. Le résultat de la lutte a été des plus scortifians pour le parti. Il met un terme à la jactance avec laquelle parti s'est si souvent vanté d'avoir en sa faveur les représentants du peuple. Il a fait retomber sur ceux-mêmes toutes les [illegible] auxquelles ils se livraient, et [illegible] ont une *opposition factieuse*. C'est le parti de l'administration dans la chambre qui mérite aujourd'hui le nom de *faction*, suivant les idées qu'il s'est faites lui-même de la valeur de la dénomination appliquée à tous ceux qui s'opposent à la volonté de la majorité.

L'opposition de l'ORATEUR est encore plus humiliante. L'esprit de parti n'a pas tari en lui la source de tout sentiment généreux, il doit se sentir humilié par le contraste de sa position présente et de celle qu'il occupait à l'ouverture de la session à cette époque, il avait par une majorité des représentants du peuple, un emploi qui ne le cède qu'à celui de premier magistrat. Aujourd'hui, la majorité de ces mêmes représentants le condamne comme indigne de confiance. La déclaration fut prononcée d'une manière solennelle, réfléchie, raisonnée et incontestable, après que tous les moyens, les ruses, les tours, les stratagèmes eurent été employés pour empêcher une expression pleine libre et entière de l'opinion. Il ne peut y avoir ici ni [illegible] ni surprise. La Chambre des Représentants a dit à toutes chairs à l'orateur " *Nous ne pouvons, ni ne voulons croire confiance en vous.*"

Tout autre homme, pourvu de quelque délicatesse, se trouvant obligé d'abandonner le poste d'Orateur, après une telle déclaration lancée contre lui. Mais Mr. James K. Polk tient ferme. Pour nous servir d'une comparaison de Mr. Bab Peyton, il a à peu près du sentiment que l'on pourrait supposer d'un troupeau d'*Islan d'un nègre, qui pourrait descendre d'une civilisée recueillerait sans enfamer en*

Le comité des déficits a été pour président, Mr. Harlan le Kentucky. Les membres de ce comité arrivent à New York jeudi prochain, dans la matinée, et commencent de suite leur enquête.

SENAT.

Après quelques affaires préliminaires de diverses sortes, de peu ou point d'importance, le sénat a pris en considération l'acte pour empêcher d'envoyer ou apporter, dans l'enceinte du district de Columbie, un mot qui, et punir les transgressions. Voici les propositions. Dix ans d'emprisonnement et de travaux forcés dans le pénitentiaire, en cas de mort ou autres modelles, pour quiconque aura pris part à tout comme principal, comme témoin ou tout autrement. Lorsqu'il n'y aura pas eu de réquisition de celui qui a donné le cartel et celui qui l'a accepté, lorsque mort ne s'en suivra pas, les deux parties seront pas moins considérées comme coupables de [illegible] pour avoir donné, porté ou accepté le cartel, et [illegible] même emprisonnement pour un terme qui [illegible] deux ans cinq ans. Dans tous les cas d'attaques [illegible] d'affiche ou de publication de tout écrit [illegible] de tiché, ou flétrissant de toute autre épithète [illegible] quisonque refuserait un duel, la peine [illegible] emprisonnement et les travaux forcés dans le pénitencier pour un terme qui n'excédera pas trois ans.

Dans le cas où, pour se soustraire aux dispositions de cet acte, on sortirait du district de Columbie, on en serait pas moins sujet aux mêmes peines.

Il a été proposé de retrancher la dernière clause de cette motion, après une courte discussion, n'a pas été mise à une autre suite, et le sénat a ordonné l'enrôlement de la lecture de l'acte.

Le reste de la journée a été consacré à des actes de nature privée.

Dans la chambre, M. Haynes, de la Géorgie, fit la motion de se former en comité général pour le mode du Président. M. Cambreleng suggéra que la discussion sujets contenus dans ce message pourrait [illegible] sion avoir lieu lorsque la chambre s'occupera des affaires appropriations. La chambre refusa de [illegible] de ses réglemens au sujet de cette motion. Mr. [illegible] quelques rapports de comités sans importance [illegible] prend en considération l'acte du sénat pour [illegible] et la gradation du prix des terres publiques. [illegible] de Tennessee fait la motion qu'il soit renvoyé au comité des terres publiques.

M. Menefee demande qu'il soit renvoyé au comité spécial composé de 4 membres de chaque état, d'addition de M. Roberston de la Virginie, pour [illegible] les questions ayant rapport au domaine public.

Des motions donnent lieu à une discussion très intéressante et très animée, qui n'est souvent étouffée que sur les *mérites du bill* et sur les changemens [illegible] aux deux terres. Dans le cours de cette discussion, MM. Shields, Boon, Martin et Ewing demandent le renvoi au comité permanent, et MM. Menefee, [illegible] de la Car. du N. Lundler, du Mass. proposent le renvoi à un comité particulier.

Le comité des terres se compose de 6 membres des [illegible] états et de trois seulement des anciens. Il [illegible] facile de supposer que la majorité est en faveur [illegible] changemens à faire au système des terres. Le particulier se compose d'environ 17 membres [illegible] a ce plan et de 9 qui y sont opposés.

M. Montgomery de l'Alabama demande le dépôt du [illegible] au bureau. L'appel nominal ayant été demandé [illegible] membres présens, 102 ont voté pour l'affirmative et 97 pour la négative.

Ainsi donc, la chambre s'est ajournée.

ENFANT MONSTRE.

Un enfant âgé de cinq ans, et pesant 165 livres, est à Washington-House; sa taille est de quatre pieds. Il a autour de sa ceinture, quatre pieds et demi [illegible] qui est fœtus, et quand on peut le réduire de manière à voir ses yeux, sans qu'ils [illegible] cachés par la graisse de ses joues, on distingue [illegible] regard un air d'intelligence et de vivacité.

Un officier du *Woodbury*, nous prie de publier la communication suivante qui est tombée, par *erreur*, dans les colonnes d'un autre journal

A bord de la goélette des E.-U. *Woodbury*.
Passe du S. O., le 09 janvier 1839.

Monsieur,

Pensant qu'il importe très beaucoup à notre commerce dans le golfe du Mexique que les négocians obtiennent des informations promptes sur l'attitude que vient de prendre la flotte française, je vous prie de vouloir bien publier le rapport suivant:

Mercredi de la semaine dernière, le capitaine Paulding, du vaisseau des Etats Unis *Lexant*, fit une visite officielle à M. le contre-amiral Baudin, commandant en chef des forces navales françaises dans le golfe du Mexique. Le contre-amiral l'informa que les ports de Tampico et de Matamore étaient pour le moment ouverts au commerce, et qu'il s'engageait à ce que ces deux ports ne fussent pas refermés sans en donner préalablement avis.

Le regret d'annoncer que le pont de la Vera-Cruz est encore *fermé*; il est cependant permis aux navires marchands de jeter l'ancre dans le port; mais il leur est défendu, sous peine de confiscation, de décharger aucune partie de leurs cargaisons. Tous les ports qui se trouvent au sud de la Vera-Cruz sont comme précédemment bloqués.

La ville de la Vera-Cruz est maintenant occupée par une faible garnison mexicaine. Les habitans ont, sur l'ordre de Santa-Anna, abandonné la ville avec tout ce qu'ils ont pu emporter, l'armée de Santa-Anna est campée à environ 15 milles dans l'intérieur. Il n'y a aucune espèces d'hostilité active entre ces deux parties belligérantes; mais elles sont animées plus que mauvais sentimens. Santa-Anna avait menacé de détruire les murs de la ville, et lorsque je partis, il avait fait introduire de la poudre et mettre le feu à la mine à la porte de Terre. Mais heureusement, cette décision est étrangère à la question qui s'est présentée à l'esprit du contrôleur, à savoir, si, d'après la loi, il fut était pas du devoir du maire de s'adresser au conseil, qui seul avait droit de contrôler sur son trésor, et non au contrôleur ?

Ce point, ainsi que la plupart des autres, n'a besoin d'aucun argument; il n'est besoin que d'établir les faits et de citer la loi pour réfuter l'assertion du maire. Son honneur se donne beaucoup de peine pour présenter au conseil la loi de la matière qui était alors devant la cour du premier district judiciaire, et qui a provoqué la sage décision que nous avons rapportée. Il dit, une autre question était de savoir "si le maire était tenu de livrer un ordre de deux mille cinq cents piastres à un membre du conseil de la Seconde Municipalité, en faveur d'un individu *dans un autre cas avait par le conseil*, dont est alderman était un des membres, nobstant la 12me section de l'acte du 17 Février 1805, &c."

La section à laquelle le maire se *réfère* porte que, "aucun membre du dit conseil de ville ne sera nommé à aucun *emploi ou office* sous la dite corporation *qu'aura été créé et dont les émolumens* auraient été *augmentés* par le conseil, durant le temps pour lequel il aura été élu."

Il est clair, d'après cela, que si le conseil avait nommé un de ses membres à quelqu'emploi ou office *créés*, ou dont les émolumens ou *salaire* auraient été augmentés, *pendant qu'il était membre du conseil*, c'était sans aucun doute un acte illégal.

Mais le maire semble être tout aussi malheureux lorsqu'il veut citer ces *faits*, qu'il l'a été dans presque tous les autres cas que les soussignés se voient forcés de réfuter.

Mr. Lockett n'a été nommé à aucun office. Il n'a été nommé à aucun emploi dont les émolumens ou le *salaire* avaient été augmentés. &c., &c.

Il n'est pas nécessaire de citer de nouveau les membres ne créent des emplois avec des émolumens, et ne soient ensuite élus pour les remplir, comme peut-être cela se pratiquait autrefois. Son honneur fait preuve le beaucoup d'habileté en rapportant ce cas, de manière à la mettre précisément en opposition avec la loi. Il parle du *salaire* et de l'*emploi* auquel Mr. Lockett fait laisser ces reserves aux lecteurs. Ayant trouvé, [illegible] ses genoux devant une femme . . . que pour ses affections réciproques, à une tendresse fondée sur [illegible] sans se croire qu'il sait. Quant à rêver le long des rajeunissez, je n'aime à tenir rangs qui passe, [illegible] qui semble d'ignorer, en nous [illegible] ville. L'imagination oublie d'un tour de main, nos [illegible] Lockett, autorisait aussi à employer MM Peirce et Rost. Ainsi ces messieurs, d'après l'opinion du maire, étaient aussi des employés de la seconde Municipalité, avec des salaires de deux mille cinq cents piastres chacun.

La loi exige que tous les officiers de la municipalité, avant d'entrer en fonctions, prêtent le serment d'usage devant le maire, votre comité n'a aucune connaissance que le maire ait exigé de Messieurs Peirce, Rost et Lockett de remplir ce devoir, avant que ces Messieurs ne soient présentés pour exercer devant les droits du peuple de la Seconde Municipalité, pour qu'il construisent lui-même ses wharfs et ses levées, ce à quoi la Première Municipalité et le maire se refusaient.

Quoique, selon la règle générale, les membres du conseil ne doivent pas être employés et recevoir une compensation pecuniaire; cependant il survint des circonstances particulières qui rendirent d'une haute importance pour la Seconde Municipalité, l'emploi de Mr. Lockett dans cette occasion. Ces circonstances furent très bien comprises par la conseil et ses constituans ainsi que par le maire, (M. Prieur,) qui approuva la résolution nommant M. Lockett. Si elle avait été illégale elle aurait sans aucun doute été frappée de son veto.

La connaissance intime que M. Lockett avait acquise, pendant qu'il était membre du conseil, de tous les faits relatifs aux questions importantes que renfermait le procès de la Première Municipalité contre la Seconde, engagea le conseil à s'assurer ses services comme avocat; considération de cette manière il agissait pour le mieux des intérêts de la cité constituans, qui n'auraient pas accepté le service de M. Lockett, hors du conseil, sans compensation. Après que les avocats eurent fini leurs travaux et que la Seconde Municipalité fut assurée d'une ruine imminente par une décision de la cour suprême, en faveur du conseil, il fut ordonné qu'ils fussent payés. La maire actuel passant d'une manière différente de celle de son prédécesseur, refusa d'avoir égard à l'égalité de l'emploi de Mr. Lockett, s'il ne ce qu'il fut payé, malgré qu'il ne fut acquitté de sa tâche avec fidélité et succès. Le conseil insista à l'unanimité pour qu'il fut payé *et le paya*. Le maire refusa de signer le billet qu'il avait été requis de donner à M. Lockett, et le conseil lui retira immédiatement le pouvoir de signer aucun autre billet pour la Seconde Municipalité. Le maire fit des représentations qui furent sec acte, comme illégal. La cour de district décida que l'acte était légal. Le maire, nonobstant cependant avec laquelle le conseil persistait à vouloir payer M. Lockett; nonobstant l'adhérence des habitans de la Seconde Municipalité aux vues du conseil, nonobstant que, malgré l'opposition de certains journaux hors de cette municipalité, M. Lockett eût été élu à la législature par une majorité plus grande qu'on ait jamais donnée à aucun citoyen; nonobstant tous ces faits, toutes ces considérations, le maire en sa capacité officielle, non seulement sans l'autorisation du conseil, mais encore d'exappreuve par une résolution, du conseil continua à pourvoir au M. Lockett, pour deux mille cinq cents piastres, et à maintenant, porté l'affaire à la cour suprême.

Le maire observe, que "l'on cherche à faire voir que *la demande adressée à M. Calhoun était un acte de pouvoir arbitraire*, qui n'est pas dans l'esprit de l'acte du 8 Mars 1836, et qui répugne aux principes sur les quels nos institutions sont basées." Si on peut établir une semblable déclaration dans sa première résolution, alors il mérite tous les sarcasmes et le ridicule que le maire lui a jetés avec tant de libéralité. Mais le fait est, que le conseil n'a rien déclaré qui soit susceptible d'une pareille interprétation; le langage de la résolution est simple :

Resolu, que dans l'opinion du conseil, le destitution de M. J. Calhoun, le contrôleur du trésor de la Seconde Municipalité, *parce que* il différait de bonne foi de l'opinion du maire dans l'interprétation, &c. &c. n'était UN ACTE DE POUVOIR ARBITRAIRE, &c. &c. C'était cette destitution sans motif suffisant et non la demande des renseignemens qui était déclarée acte de pouvoir arbitraire, et cela est si palpable, que les soussignés sont étonnés qu'une interprétation aussi sophistiquée ait pu être un instant sanctionnée par le premier magistrat de notre ville.

C'est apparement dans la croyance que telle est sa signification, que le maire demande au conseil, "serait-il un acte de pouvoir arbitraire de la part du président des Etats-Unis, de demander au trésorier des Etats-Unis, de rester un état des finances de la république? Est-un acte de pouvoir arbitraire de la part des gouverneurs des différens Etats, de faire la même demande au même employé? Est-ce un acte de pouvoir arbitraire de toutes les corporations de quelque nature qu'elles soient, que de faire les rôle d'états de ces Etats, connaissent-ils un acte de pouvoir arbitraire, en demandant à leurs agens des renseignemens sur l'état des finances des compagnies à la tête desquelles ils sont placés?"

Les soussignés n'hésitent pas un moment à dire, qu'il n'y aurait pas d'acte de pouvoir arbitraire dans les cas présentés par le maire; et il avait devant lui une telle évidence, que telle était l'opinion du conseil, qu'il est surprenant qu'il ait fait de pareilles questions. *Lorsque le conseil fut informé que le maire avait demandé des renseignemens au contrôleur, une résolution fut passée immédiatement et à l'unanimité portant qu'il fut acquiescé à sa demande.*

Le maire examine ensuite les pouvoirs relatifs des [illegible] de la ville et celui dont il est investi, et termine en disant "qu'aucun article de la loi de 1836 n'a abrogé les lois antérieures relativement à la ville, que le maire devrait prendre dans l'administration des finances de la ville."

Il dit encore que la loi de 1836 divise la ville en trois sections, et que les revenus afin qu'ils fussent appropriés aux améliorations des différentes parties de la cité étaient collectés; elle crée trois recorders au lieu d'un; et leur donne le droit d'exercer *concurremment* avec le maire les fonctions de juge de paix dans les *affaires criminelles*; mais les changemens qu'elle effectua dans l'ordre de choses antérieur n'arrêtèrent là; aucun pouvoir ne fut retiré à l'exécutif.

Ici, le maire suppose que la ville de la Nouvelle-Orléans fut divisée, par la loi de 1836, en trois sections, dans le seul objet d'approprier le revenu de chaque section aux améliorations de cette section. Il parle d'un fait comparativement de fort peu d'importance, que, je recorder avait concurremment avec le maire, l'autorité des juges de paix en matière criminelle; et que le changement dans l'ordre des choses antérieur n'arrêta [illegible]